

## Le débat sur la ré-ouverture scolaire sur fond de ré-ouverture économique L'« économie » est clairement gagnante mais le peuple travailleur l'est-il ?

En Europe occidentale comme aux ÉU et au Canada-Québec, le débat du jour concerne la ré-ouverture économique, particulièrement celle scolaire. Règle générale, plus un gouvernement est de droite, plus il est pressé. Certains de droite extrême ne sont jamais passés au confinement en tout (Brésil) ou en partie (États-unis). Ajoutons à ce dernier groupe l'étonnante Suède dotée d'un gouvernement dit de gauche-vert soutenu par la droite afin de bloquer la droite extrême... pour mieux appliquer la politique pandémique de cette dernière ! Ce n'est pas un hasard si au Canada, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick sont à l'avant-garde de la ré-ouverture... mais l'Ontario retarde la ré-ouverture annoncée de ses écoles jusqu'au 31 mai. Soulignons cependant les premiers de classe (Corée du Sud, Taïwan, Nouvelle-Zélande, Vietnam) dont la rapidité de réaction et la politique de traçage agressif avec confinement des seuls malades et malades potentiels ont pu leur éviter un confinement généralisé... mais peut-être pas une deuxième vague dévastatrice tout dépendant de leur réponse à venir.

### Le débat sur la ré-ouverture scolaire, sans conditions réunies, sert de fer de lance à celle économique

Le débat à propos de la ré-ouverture scolaire sert de fer de lance à celle économique. Le Québec, comme presque partout ailleurs dans le monde, n'est pas prêt au dé-confinement parce qu'il n'est pas en mesure de réunir les conditions d'un contrôle de la situation autrement qu'à invoquer la barbare immunité collective qui prolongera l'hécatombe des personnes âgées des résidences collectives aux résidences privées par l'intermédiaire non pas des femmes racisées dites « *anges gardiens* » sous-payées, dixit le Premier ministre, mais des enfants des garderies et du primaire qu'il qualifiera peut-être de « *petits amours* » ! « *Advenant la contamination sévère de papa et de maman, qui viendra au secours des enfants quand les grands-parents ne sont pas une option. [...] [!] manque de personnel, de tests, de médicaments, de masques, de blouses et même d'organisation pour parler d'ouverture vers une immunité collective. La catastrophe tristement et largement documentée qui se joue dans les CHSLD démontre chaque jour que nous ne sommes pas prêts. Avec déjà plus de 4000 membres du personnel hospitalier atteints, il m'apparaît évident qu'une ruée de parents affectés vers les hôpitaux anéantirait tous les efforts réalisés jusqu'ici.* » (Boucar Diouf, La Presse, [25/04/20](#))

L'alternative n'est pas entre confinement et déconfinement. Cette dernière ne peut pas durer indéfiniment moins pour des raisons économiques, en autant que l'essentiel soit produit, que de sociabilité laquelle ne peut cependant qu'être restreinte par la distanciation physique et autres précautions tant que n'émerge pas un vaccin ou au moins un remède efficace. Mais il y a déconfinement et déconfinement. En France, « *[p]our la CGT, il est évident que cette décision [la ré-ouverture des écoles] n'a pour but que de répondre aux injonctions du patronat en "libérant" les salariés de la garde à domicile de leurs enfants pour la reprise du travail. L'alibi des difficultés scolaires et sociales mis en avant par le président et son ministre semblent particulièrement cyniques, alors que la politique du gouvernement contribue depuis 4 ans à l'aggravation générale de ces inégalités.* » Faut-il insister que ce constat se décalque point par point sur le Québec ? « *De plus, qui peut croire que les mesures efficaces[...] pour prévenir une seconde vague - tests généralisés, masques, gels hydro-alcooliques, maintien de la distanciation sociale, etc. - pourront être mises en œuvre avec des enfants et des adolescents, dans des écoles et des établissements qui manquent de sanitaires dignes de ce nom...* » (CGT par ESSF, [20/04/20](#))

Le déconfinement improvisé pour sauver l'économie risque au contraire de donner des résultats inverses : « *Sans vaccin ni médicaments thérapeutiques, qui ne sont garantis ni l'un ni l'autre, les pays sont donc confrontés à un avenir de rebonds dans et hors du confinement tous les quelques mois, avec une réponse de taux d'infection refluant et s'accéléralant. Il en résultera un nombre croissant de morts, des économies déprimées et une incertitude qui mine la confiance* » (The Economist, [23/04/20](#)). En plus, la théorie de l'immunité collective n'a pas été prouvée scientifiquement. On ne sait pas jusqu'à quel point les enfants sont porteurs ou transmetteurs du coronavirus. On ne connaît pas non plus ni la force ni la durée de cette immunité à propos desquelles on a des doutes basées sur des observations anecdotiques. Quant aux tests sérologiques nécessaires pour suivre la progression d'une épidémie « *[c]ar la présence d'anticorps dans le sang permet d'estimer la proportion de la population qui a été exposée à la maladie, [ils sont u]ne variable clef pour le déconfinement. Mais encore faut-il que les tests soient fiables [...or a]ucun test sérologique n'est pour le moment autorisé au [Canada].* » (Radio-Canada, [22/04/20](#))

## **Le Québec est incapable de réunir les conditions de la Corée qui pourtant garde fermées ses écoles**

Le Québec n'a pas ni la capacité ni la volonté de tester en masse, puis de faire un traçage systématique. Pourtant seule « *une augmentation massive de la capacité de tester — créant un système capable de tester des millions de personnes par jour pour le virus [aux ÉU] — sera nécessaire pour sortir du confinement en toute sécurité. Un système de test de ce type n'a jamais été construit auparavant. Cela coûtera cher, des dizaines, voire des centaines de milliards de dollars rien qu'aux ÉU. Mais il offre un moyen de revenir à quelque chose qui approche de la vie normale avec une certaine assurance que la pandémie est sous contrôle.* » (The Economist, [23/04/20](#)). À l'échelle du Québec, dans le mesure où l'on surmonte la rareté des réactifs et des écouvillons, basé sur l'estimation de The Economist pour les ÉU, il en coûterait de 300 à 400 millions \$ par mois pendant au moins un an sans compter par la suite la mise sur pied d'une organisation de traçage de grande ampleur. Une telle organisation calculée « *sur la base du nombre de traceurs de contact utilisés pour contenir l'épidémie à Wuhan, la ville chinoise la plus touchée par l'épidémie du pays, des experts en santé publique récemment consultés par l'Université Johns Hopkins ont estimé que plus de 260 000 nouvelles embauches seraient nécessaires à les services de santé publique locaux et étatiques aux ÉU* » (The Economist, [16/04/20](#)), ce qui équivaut pour le Québec à environ de 6 à 7 000 personnes.

On cite souvent le cas exemplaire de la Corée du Sud qui n'a pas eu recours au confinement partiel ou total de sa population. Sauf que « *les écoles, les universités [Je souligne], les musées et de nombreuses églises sont fermées depuis des semaines et il n'est pas prévu de les rouvrir. [...] La rupture de la quarantaine peut entraîner des amendes, des peines de prison ou, pour les étrangers, une expulsion. Les conseils du gouvernement découragent toujours de quitter le domicile pour des raisons non essentielles, notamment la socialisation en groupe* » (The Economist, [16/04/20](#)). La brève ré-ouverture des écoles québécoises par régions, non obligatoire, sans évaluation ni nouvel apprentissage, contrairement à l'Ontario, s'apparente à une farce pédagogique. Elle s'avère par contre une réelle garderie en faveur du (petit et moyen) patronat assoiffé d'exploiter ses prolétaires sous le prétexte qu'enfants et adolescents sont à la veille de crever d'ennui par manque de socialisation. Même les pédiatres se mettent de la partie derrière le gouvernement de la CAQ.

## **Préparer l'école nouvelle et mobiliser la jeunesse par des camps de jour et le jardinage communautaire**

Le professeur Égide Royer, de la faculté d'éducation de l'Université Laval juge sévèrement cette ré-ouverture. Il fait remarquer que celle-ci ne contribue en rien à régler le problème de fond de l'école québécoise soit le faible taux de diplomation due au haut taux de décrochage. L'absence prolongée de contact entre professeurs et étudiants de l'éducation aux adultes n'arrange rien. Comme en plus on peut anticiper une amplification pérenne du recours à la télé-informatique, l'arrêt des cours pourrait être mis à profit pour former le personnel enseignant en la matière, nécessaire pour un grand nombre, et donner des ordinateurs ou tablettes à chaque élève et étudiant tout en rendant gratuit le branchement à Internet (Radio-Canada, Midi Info, [23/04/20](#)). Allô Québec solidaire ! Il est tout à fait possible de passer systématiquement en mode télé-école, comme pas mal de professeurs en ont déjà fait la preuve cahin-caha, avec un minimum de présence à l'école jusqu'au vaccin. Il n'y a donc pas lieu de crier au loup à propos d'un retour en classe en septembre qui relancerait la pandémie.

Reste pour les enfants le besoin de jouer dehors avec ses amis et pour les adolescents celui de la vie de groupe, besoin encore plus crucial pour les familles débordées et dépassées, le plus souvent les mères, et encore plus celles dysfonctionnelles jusqu'à la violence. Le retour à la normale anormale étant impossible — il faudrait au minimum enfermer les gens âgés et celles ayant une situation de comorbidité à moins de souhaiter leur mort... ce qu'on ne saurait penser — reste une grande mobilisation sociale impliquant jeunes et moins jeunes travailleurs en chômage forcé, étudiantes des cégeps et universités organisant et encadrant des camps de jour, activités municipales traditionnelles, élargis (Normand Veillette dans Le Droit). Pourquoi pas une grande corvée de jardinage utilisant toutes les pelouses disponibles, quitte à les réquisitionner, d'autant plus que s'annonce une pénurie de fruits et légumes frais cet été faute d'un nombre suffisant de travailleurs temporaires du Mexique et du Guatemala... à qui il faudrait bien finir par accorder un droit de résidence permanente ? Il y aurait là un rôle de stimulant pour les associations étudiantes, les syndicats et les organisations populaires en coordination avec les travailleuses sociales des CLSC. Ainsi aurait-on une gent étudiante prête et en forme pour l'école nouvelle... et qui aurait pris contact avec la terre-mère.

## **À ce jour, le Québec a peut-être le pire taux de croissance de la mortalité covid-19 des pays dit développés**

Le gouvernement québécois devrait se rappeler que la situation québécoise est en ce moment une des pires au monde. Un examen attentif du graphique logarithmique par pays des courbes de croissance — la pente correspond au taux — de la mortalité due à la covid-19 montre que celle canadienne fait piètre figure, correspondant à peu près à celle de la Suède déconfinée, le pire cas des pays nordiques européens et pire que les actuels taux italien, espagnol, français même si leurs nombres de mortalités cumulées y sont nettement supérieurs (The Economist, [dossier coronavirus](#), courbe mise à jour quotidiennement). Sachant que le Québec est de loin le pire cas canadien selon la courbe de décès covid-19 quotidiens au Québec par rapport au reste du Canada, et non pas celle des nouveaux cas laquelle est biaisée par le nombre et la méthode de testage (La Presse, [25/04/20](#)), on devine que le taux de progression de la mortalité du Québec est peut-être le pire des pays dit développés. Quant au machiavélisme de la CAQ consistant à détacher la catastrophe des résidences de personnes âgées du restant de la population, il témoigne de ses intentions non avouées et non avouables vis-à-vis les aînées du Québec.

Il n'en reste pas moins que la sous-évaluation de la mortalité de la covid-19 elle-même, quand on la compare au différentiel de la mortalité générale entre 2020 et 2019, démontre selon des données partielles que celle des pays dit développés, en l'occurrence ouest-européens, est sans commune mesure avec celle des pays dépendants, en l'occurrence Jakarta en Indonésie. Cette sous-évaluation dénote une mortalité covid-19 apparente de 5% de la réalité vis-à-vis de 50% pour les pires cas européens (Belgique, Pays-Bas, Lombardie) mais 100% (aucun biais) pour la ville de New-York (The Economist, [graphic detail](#), 16/04/20). Il faudrait y ajouter les morts supplémentaires dus à la croissance de la faim, des violences domestiques et des maladies non soignées à temps et qui l'auraient été normalement.

Ce n'est pas le moment de jouer à l'apprenti-sorcier avec la vie des gens à commencer par ceux racisés, entassés, sans revenu, femmes sur la ligne de front, habitants de bidonvilles. Comme le dit la CGT française : *« À l'école comme ailleurs, pas de protection, pas de travail ! Réouverture [...] reportée au moment où le consensus scientifique et la généralisation des mesures de protection et de test le permettront. »* On aimerait que ce slogan soit repris au Québec où les organisations sociales et politiques semblent plutôt sagement alignées derrière les gouvernements malgré la perte de contrôle de la gestion des résidences de personnes âgées au Québec et dans une moindre mesure en Ontario au point de devoir avoir recours à l'armée.

Marc Bonhomme, 26 avril 2020

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)